

**Volet B****Copie à publier aux annexes du Moniteur belge  
après dépôt de l'acte au greffe**Réservé  
au  
Moniteur  
belge

\*19303093\*

Déposé  
16-01-2019

Greffe

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 18/01/2019 - Annexes du Moniteur belge

**N° d'entreprise :** 0718768713**Dénomination :** (en entier) : **VERSO**

(en abrégé) :

**Forme juridique :** Société privée à responsabilité limitée**Siège :** Rue Chardeneux 13  
(adresse complète) 5377 Somme-Leuze**Objet(s) de l'acte :** CONSTITUTION (NOUVELLE PERSONNE MORALE, OUVERTURE  
SUCCURSALE)

D'un acte reçu par Maître Jérôme Lenelle, Notaire à Harzé-Aywaille le seize janvier deux mil dix-neuf, en cours d'enregistrement, il appert que s'est constituée la société privée à responsabilité limitée " **VERSO** " Rue de Chardeneux, 13 à 5377 BONSIN (SOMME-LEUZE).

Associés : 1) Monsieur **MEUNIER Emmanuel André Louis Gilles**, né à Nassogne, le vingt-neuf juin mil neuf cent soixante-sept, divorcé et non remarié, domicilié à 6950 Nassogne, Rue de la Nature 15.  
2) Madame **HALLET Vinciane Géraldine**, née à Namur le vingt-quatre août mil neuf cent septante-deux, célibataire, domiciliée à 5377 Bonsin (Somme-Leuze), Rue Chardeneux, 13.  
3) Monsieur **SCALONI Patrick Nicolas Séraphin**, né à Ougrée, le vingt-sept août mil neuf cent soixante-cinq, célibataire, domicilié à 5377 Bonsin (Somme-Leuze), Rue Chardeneux, 13.

Les comparants ont requis le Notaire Jérôme Lenelle d'acter qu'ils constituent entre eux une société commerciale et d'arrêter les statuts d'une société privée à responsabilité limitée dénommée "VERSO", ayant son siège à 5377 Bonsin (Somme-Leuze), Rue Chardeneux, 13, au capital de DIX-HUIT MILLE SIX CENTS EUROS (18.600,00€), représenté par MILLE HUIT CENT SOIXANTE parts sociales (1.860) sans désignation de valeur nominale, représentant chacune un/mille huit cent soixantième de l'avoir social.

Les fondateurs ont remis au Notaire le plan financier, conformément à l'article 215 du Code des sociétés.

Ils déclarent que les MILLE HUIT CENT SOIXANTE parts (1.860) sont souscrites en espèces, au prix de DIX EUROS (10,00€) chacune, comme suit :

- Monsieur Emmanuel MEUNIER à concurrence de SIX CENT VINGT parts sociales (620) qu'il déclare libérer en numéraire pour DEUX MILLE CENTS EUROS (2.100,00€);
- Madame Vinciane HALLET à concurrence de SIX CENT VINGT parts sociales (620) qu'elle déclare libérer en numéraire pour DEUX MILLE CENTS EUROS (2.100,00€);
- Monsieur Patrick SCALONI à concurrence de SIX CENT VINGT parts sociales (620) qu'il déclare libérer en numéraire pour DEUX MILLE CENTS EUROS (2.100,00€).

1. : MILLE HUIT CENT SOIXANTE parts sociales (1.860) libérées en numéraires à concurrence de SIX MILLE TROIS CENTS EUROS (6.300,00€).

Les comparants déclarent que chacune des parts ainsi souscrites est libérée à concurrence d'au moins un tiers par un versement en espèces effectué au compte numéro (on omet), ouvert au nom de la société en formation auprès de la Banque ING.

Une attestation de ladite Banque en date du quinze janvier deux mil dix-neuf, justifiant ce dépôt, a été remise au notaire soussigné. Le notaire soussigné atteste le dépôt du capital libéré,

**Volet B** - suite

conformément aux dispositions du Code des Sociétés.

**B.- STATUTS**

**Article 1 : Forme**

Société privée à responsabilité limitée.

**Article 2 : Dénomination**

"VERSO"

**Article 3 : Siège social**

5377 Bonsin (Somme-Leuze), Rue Chardeneux, 13.

Il peut être transféré en tout autre endroit de la région de langue française de Belgique ou de la région de Bruxelles - Capitale par simple décision de la gérance qui a tous pouvoirs pour faire constater authentiquement la modification des statuts qui en résulte.

La société peut établir, par simple décision de la gérance, des sièges administratifs, d'exploitation, agences et succursales en Belgique ou à l'étranger.

**Article 4 : Objet**

La société a pour objet, pour compte propre, pour compte de tiers ou en participation en Belgique ou à l'étranger :

La diffusion de connaissances à dimension holistique pour l'épanouissement individuel et l'élargissement du champ de conscience en harmonie avec l'universel.

Elle se veut être une plateforme d'étude et d'aide à la transmission, à la recherche, à l'exploration, aux échanges, à l'interconnexion et à l'émulation collective dans les domaines de l'épanouissement de l'être au bénéfice de l'humanité et de la nature qui s'y relie.

Pour ce faire, la société pourra proposer des initiations, formations, ateliers, stages, stages résidentiels (en ce compris le logement et les repas), expositions, événements, conférences, présentés par différents intervenants dans des domaines multi- et transdisciplinaires dont voici une liste non exhaustive :

- anthropologie sociale et culturelle ;
- architecture et géométrie sacrées ;
- art-thérapie ;
- communication animale ;
- communication avec la nature ;
- communication interpersonnelle ;
- chant et danse sacrés ;
- cuisine holistique ;
- états modifiés de conscience – EMC ;
- feng shui traditionnel - feng shui et santé ;
- holothérapie ;
- intelligence relationnelle ;
- intuition créative ;
- management bienveillant ;
- méditation et pleine conscience ;
- nature et forêt ;
- permaculture ;
- remote viewing ;
- rétrocognition ;
- shinrin-yoku ;
- sono-somatothérapie ;
- symbolisme ;
- thérapie de l'habitat ;
- transe et chamanisme ...

La société pourra également vendre des objets de design et d'art spirituels et des produits de

Mentionner sur la dernière page du Volet B :

**Au recto** : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter l'association ou la fondation à l'égard des tiers

**Au verso** : Nom et signature.

bouches liés à ses activités.

Elle peut notamment se porter caution et donner toute sûreté personnelle ou réelle en faveur de toute personne ou société liée ou non.

Elle peut accomplir toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à son objet.

Elle peut s'intéresser par toutes voies dans toutes sociétés, associations ou entreprises ayant un objet similaire ou connexe au sien ou susceptible de favoriser son développement.

#### **Article 5 : Durée**

Elle est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute par décision de l'assemblée générale délibérant comme en matière de modification des statuts.

#### **Article 6 : Capital**

Le capital social est fixé à DIX-HUIT MILLE SIX CENTS EUROS (18.600,00€). Il est divisé en MILLE HUIT CENT SOIXANTE parts sociales (1.860) sans valeur nominale, nominatives, portant un numéro d'ordre, et représentant chacune un/mille huit cent soixantième de l'avoir social.

#### **Article 7 : Vote par l'usufruitier éventuel**

En cas de démembrement du droit de propriété de parts sociales, les droits y afférents sont exercés par l'usufruitier.

#### **Article 8 : Cession et transmission de parts**

##### **A/ Cessions libres**

Les parts peuvent être cédées entre vifs ou transmises pour cause de mort, sans agrément, à un associé, au conjoint du cédant ou du testateur, aux ascendants ou descendants en ligne directe des associés.

##### **B/ Cessions soumises à agrément**

Tout associé qui voudra céder ses parts entre vifs à une personne autre que celles visées à l'alinéa précédent devra, à peine de nullité, obtenir l'agrément de la moitié au moins des associés, possédant les trois/quarts au moins des parts sociales, déduction faite des parts dont la cession est proposée. A cette fin, il devra adresser à la gérance, sous pli recommandé, une demande indiquant les noms, prénoms, professions, domiciles du ou des cessionnaires proposés ainsi que le nombre de parts dont la cession est envisagée et le prix offert.

Dans les sociétés qui ne comportent pas plus de trois associés, la demande est adressée directement aux autres associés.

Dans les huit jours de la réception de cette lettre, la gérance en transmet la teneur, par pli recommandé, à chacun des associés, en leur demandant une réponse affirmative ou négative par écrit dans un délai de quinze jours et en signalant que ceux qui s'abstiennent de donner leur avis seront considérés comme donnant leur agrément. Cette réponse devra être envoyée par pli recommandé.

Dans la huitaine de l'expiration du délai de réponse, la gérance notifie au cédant le sort réservé à sa demande.

Les héritiers et légataires qui ne deviendraient pas de plein droit associés aux termes des présents statuts seront tenus de solliciter, selon les mêmes formalités, l'agrément des associés.

Le refus d'agrément d'une cession entre vifs est sans recours; néanmoins, l'associé voulant céder

## Volet B - suite

tout ou partie de ses parts pourra exiger des opposants qu'elles lui soient rachetées à leur valeur fixée par un expert choisi de commun accord, ou, à défaut par le Président du Tribunal de Commerce du siège social, statuant comme en référé. Il en sera de même en cas de refus d'agrément d'un héritier ou d'un légataire. Dans l'un et l'autre cas, le paiement devra intervenir dans les six mois du refus.

### Article 9 : Registre des parts

Les parts nominatives, sont inscrites dans un registre tenu au siège social dont tout associé ou tout tiers intéressé pourra prendre connaissance. Y seront relatés, conformément à la loi, les transferts ou transmissions de parts.

### Article 10 : Gérance

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés avec ou sans limitation de durée et pouvant, dans cette dernière hypothèse, avoir la qualité de gérant statutaire.

L'assemblée qui les nomme fixe leur nombre, la durée de leur mandat et, en cas de pluralité, leurs pouvoirs. S'il n'y a qu'un seul gérant, la totalité des pouvoirs de la gérance lui est attribué.

### Article 11 : Pouvoirs du gérant

Conformément à l'article 257 du Code des sociétés et sauf organisation par l'assemblée d'un collège de gestion, chaque gérant représente la société à l'égard des tiers et en justice et peut poser tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social, sauf ceux que la loi réserve à l'assemblée générale.

Un gérant peut déléguer des pouvoirs spéciaux à tout mandataire, associé ou non.

### Article 12 : Rémunération

Sauf décision contraire de l'assemblée générale, le mandat de gérant est gratuit.

### Article 13 : Contrôle

Tant que la société répond aux critères énoncés à l'article 15 du Code des sociétés, il n'est pas nommé de commissaire, sauf décision contraire de l'assemblée générale. Dans ce cas, chaque associé possède individuellement les pouvoirs d'investigation et de contrôle du commissaire. Il peut se faire représenter par un expert-comptable. La rémunération de celui-ci incombe à la société s'il a été désigné avec son accord ou si cette rémunération a été mise à sa charge par décision judiciaire.

### Article 14 : Assemblées générales

L'assemblée générale annuelle se réunit chaque année le troisième samedi du mois de juin, à dix-huit heures (18h00), au siège social ou à l'endroit indiqué dans la convocation.

Si ce jour est férié, l'assemblée est remise au plus prochain jour ouvrable autre qu'un samedi.

Des assemblées générales extraordinaires doivent être convoquées par la gérance chaque fois que l'intérêt social l'exige ou sur la requête d'associés représentant le cinquième du capital.

Les assemblées se réunissent au siège social ou à l'endroit indiqué dans la convocation, à l'initiative de la gérance ou des commissaires. Les convocations sont faites conformément à la loi. Toute personne peut renoncer à cette convocation et, en tout cas, sera considérée comme ayant été régulièrement convoquée si elle est présente ou représentée à l'assemblée.

### Article 15 : Représentation

Tout associé peut se faire représenter à l'assemblée générale par un autre associé porteur d'une procuration spéciale.

Toutefois, les personnes morales peuvent être représentées par un mandataire non associé.

## Article 16 : Prorogation

Toute assemblée générale, ordinaire ou extraordinaire, peut être prorogée, séance tenante, à trois semaines au plus par la gérance. La prorogation annule toutes les décisions prises.

La seconde assemblée délibère sur le même ordre du jour et statue définitivement.

## Article 17 : Présidence - Délibérations - Procès-verbaux

L'assemblée générale est présidée par un gérant ou, à défaut, par l'associé présent qui détient le plus de parts.

Sauf dans les cas prévus par la loi, l'assemblée statue quelle que soit la portion du capital représentée et à la majorité des voix.

Chaque part donne droit à une voix.

Les procès-verbaux des assemblées générales sont consignés dans un registre. Ils sont signés par les associés qui le demandent. Les copies ou extraits sont signés par un gérant.

## Article 18 : Exercice social

L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre.

## Article 19 : Affectation du bénéfice

Sur le bénéfice net, tel qu'il découle des comptes annuels arrêtés par la gérance, il est prélevé annuellement au moins cinq pour cent (5 %) pour être affectés au fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale atteint le dixième du capital.

Le solde reçoit l'affectation que lui donne l'assemblée générale statuant sur proposition de la gérance, dans le respect des dispositions légales.

## Article 20 : Dissolution - Liquidation

En cas de dissolution de la société, la liquidation est effectuée par un ou plusieurs liquidateurs désignés par l'assemblée générale, conformément à l'article 184 du Code des Sociétés, elle déterminera leurs pouvoirs et émoluments.

Après le paiement de toutes les dettes, charges et frais de liquidation ou consignation des sommes nécessaires à cet effet, l'actif est réparti également entre toutes les parts, sous réserve des formalités prévues par les articles 189 bis et suivants du Code des Sociétés.

Toutefois, si toutes les parts sociales ne sont pas libérées dans une égale proportion, les liquidateurs rétablissent préalablement l'équilibre soit par des appels de fonds, soit par des remboursements partiels.

## Article 21 : Election de domicile

Pour l'exécution des statuts, tout associé, gérant ou liquidateur, domicilié à l'étranger, fait election de domicile au siège social.

## Article 22 : Droit commun

Pour les objets non expressément réglés par les statuts, il est référé à la loi.

Autorisations préalables

Le Notaire a attiré l'attention des comparants sur le fait que la société, dans l'exercice de son objet social, pourrait devoir, en raison des règles administratives en vigueur, obtenir des attestations, autorisations ou licences préalables.

## Déclarations

1) Le notaire soussigné a éclairé les comparants sur la teneur de l'article deux cent douze du Code des Sociétés et a informé les fondateurs des conséquences que la loi prévoit et de la responsabilité qu'ils encourent s'ils sont associés uniques de plusieurs sociétés privée à responsabilité limitée. Informé de la teneur de cet article, les comparants déclarent qu'ils ne sont pas déjà associés uniques d'une société privée à responsabilité limitée, ni d'une société privée à responsabilité limitée, devenue depuis lors unipersonnelle.

2) En outre, le notaire soussigné a informé les comparants sur l'obligation de faire établir un rapport pour tout apport ne consistant pas en numéraire ou pour toute acquisition dans un délai de deux ans à dater de la constitution, d'un bien appartenant à l'un des fondateurs, à un associé ou à un gérant.

## C.- DISPOSITIONS TEMPORAIRES

Les comparants prennent à l'unanimité les décisions suivantes qui ne deviendront effectives qu'à dater du dépôt de l'extrait de l'acte constitutif au Greffe du Tribunal de Commerce de Dinant, lorsque la société aura acquis la personnalité morale.

1°- Le premier exercice social commencera le jour du dépôt pour se terminer le 31 décembre 2019.

2°- La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2020.

3°- Sont désignés en qualité de gérant non statutaire Madame Vinciane HALLET, Monsieur Emmanuel MEUNIER et Monsieur Patrick SCALONI prénommés.

Ils sont nommés jusqu'à révocation et peuvent engager valablement la société jusqu'à concurrence de sept mille cinq cents euros (7.500,00€). Au-delà de ladite somme, la signature de deux gérants sera exigée.

Leur mandat est rémunéré.

Les gérants reprendront, le cas échéant, dans le délai légal, les engagements souscrits au nom de la société en formation.

4°- Les comparants ne désignent pas de commissaire-réviseur.

5°- Engagements pris au nom de la société en formation

Les gérants reprennent les engagements, ainsi que les obligations qui en résultent, et toutes les activités entreprises depuis le premier octobre deux mil dix-huit, au nom de la société en formation.

Cependant, cette reprise n'aura d'effet qu'au moment où la société acquerra la personnalité morale.

Pour extrait analytique conforme :  
Jérôme LENELLE, Notaire à Harzé-Aywaille  
Déposé en même temps :  
-Expédition de l'acte de constitution